

Le Collectif des Prisonniers Politiques Basques se joint à l'Accord de Gernika

Un an est passé depuis que 30 acteurs politiques, sociaux et syndicaux ont signé, à Gernika un « Accord pour une sortie démocratique sur la voie de la paix », si important pour les citoyens basques. Un accord qui représente un saut qualitatif dans le processus visant à apporter une résolution démocratique au conflit politique et à la confrontation violente. Un accord large qui s'attache à obtenir la reconnaissance de l'Euskal Herria comme nation, le droit de l'Euskal Herria à décider de son avenir et qui, en parallèle, agit pour la garantie des droits civils et politiques de tous les citoyens basques.

À l'époque, le Collectif des Prisonniers Politiques Basques avait exprimé sa volonté de parcourir tous ensemble le chemin vers un scénario basé sur la reconnaissance politique et sur la justice, un chemin politique vers la démocratie à laquelle Euskal Herria a droit. Nous avons revendiqué la nécessité de placer la politique pénitentiaire menée par les États espagnol et français dans leur stratégie d'oppression d'Euskal Herria et de répression parmi les clés de résolution du conflit, cela avec l'Amnistie totale comme référence et direction indispensable. Nous avons souligné également la nécessité de la concrétisation du Statut Politique qui recueille nos droits civils et politiques parmi les conditions démocratiques minimum. L'ACCORD DE GERNIKA a intégré les revendications exprimées par le Collectif des Prisonniers Politiques Basques, en montrant une attitude claire en faveur du rapatriement de tous les prisonniers basques en Euskal Herria et de la résolution immédiate des cas les plus extrêmes comme premier pas vers l'Amnistie.

Le CPPB étant un acteur important et indispensable dans le processus de résolution, notre participation à ce processus est un droit. Plus encore, et en toute humilité mais avec toute notre conviction, nous disons ceci : nous nous considérons comme un acteur incontournable pour concevoir et parvenir à la résolution du conflit. Pour le CPPB, l'ACCORD DE GERNIKA a été depuis sa naissance une référence pour faire le chemin vers un scénario qui garantira la résolution intégrale du conflit imposé à Euskal Herria par les deux États et qui a entraîné tant de souffrance, la reconnaissance d'Euskal Herria, l'acceptation de son droit à décider de son avenir et le respect de cette décision. C'est ce que nous avons fait savoir d'abord aux acteurs signataires de l'Accord puis à la société basque en février 2011.

Après discussion et échange d'opinions, nous avons alors demandé aux acteurs signataires de faire l'effort de rendre possible la participation du CPPB dans son développement et dans son action de façon normalisée. L'accueil fait à notre invitation et la réponse de l'ACCORD DE GERNIKA ont été exemplaires et dignes d'applaudissements. L'ACCORD DE GERNIKA a fait un pas extrêmement important vers la reconnaissance de la nature d'acteur politique du CPPB et la mise en place de sa participation au processus. Il a placé la mise en vigueur du Statut Politique comme pilier important.

Ces derniers mois des éclaircissements ont été donnés sur le contenu de l'ACCORD DE GERNIKA. Dans ce sens, et suivant la ligne adoptée en son sein par le CPPB, la nécessité de reconnaître les droits qui sont les nôtres sans aucune contrepartie et de les appliquer immédiatement est apparue clairement. C'est ce que nous revendiquons et c'est une volonté de plus en plus largement répandue dans la société basque. En effet, nous, les membres du Collectif des Prisonniers Politiques Basques, donnons la priorité depuis toujours à notre nature

politique et collective. Notre lutte est la lutte d'Euskal Herria, la lutte pour la reconnaissance de notre peuple ; plus précisément la lutte pour la souveraineté de notre peuple.

Dans ce sens, nous nous considérons au-dessus des intérêts personnels. Nous, les membres de ce Collectif, affirmons notre engagement total dans cette lutte, et nous n'acceptons pas, à cette phase de la lutte, la résolution et la vile politique du bénéfice personnel que nous « offrent » le système pénitentiaire mis en place tant par l'Espagne que par la France dans le but de détruire notre nature politique et humaine. Nous, citoyens basques organisés dans le Collectif des Prisonniers Politiques Basques, avons toujours fait front au système carcéral de chantage et de répression destiné à nous utiliser politiquement de façon sournoise. Nous avons toujours situé nos décisions et attitudes collectives dans les objectifs que nous venons d'évoquer. Ce sera toujours le cas à l'avenir. Dans ce sens, le processus d'éclaircissement mené ces derniers mois a été important.

Au-delà de la résolution des situations extrêmes et des droits précis, la revendication de la participation du CPPB au processus de résolution du conflit a rencontré un grand écho parmi les signataires de l'ACCORD DE GERNIKA. Bien que Madrid et Paris continuent de faire les sourds, l'ACCORD DE GERNIKA a, au côté des autres acteurs et mouvements, mené un travail exemplaire pour la prise de position dans la société basque en faveur de nos droits minimum. En lien avec les droits, GERNIKA a pris sa place dans la lutte pour notre participation au processus de résolution du conflit qui nous fait souffrir et l'effort fourni n'a pas été stérile. Même si Madrid et Paris ont essayé d'empêcher tout rapport direct entre nous, les relations établies ces derniers mois au-delà de tous les obstacles ont porté leurs fruits.

Dans le communiqué que nous avons rendu public le 27 décembre 2010, nous disions ceci : « Les réflexions profondes, les débats élargis et les décisions politiques parlent de la nécessité d'un processus démocratique. Le point de départ, un parcours politique à gagner, développer et mettre en pratique qui doit nous emmener vers une résolution démocratique : précisément la reconnaissance d'Euskal Herria, l'acceptation de son droit à décider de son avenir et le respect de cette décision ». Dans le chemin de la mise en pratique de ce scénario démocratique, l'ACCORD DE GERNIKA est une référence pour le CPPB et dans ce sens, nous voulons faire savoir à la société basque que nous nous unissons à cet Accord. Au-delà de toutes les limites et entraves que nous imposent les États qui nous retiennent en otage, le CPPB annonce son engagement le plus ferme envers la promotion du processus démocratique au sein de l'ACCORD DE GERNIKA et selon le contenu de ce dernier. Faire se fissurer le mur de Fermeture-Aveuglement et les attitudes qui ont pour objectif de pérenniser le conflit et obtenir un scénario qui garantira à notre peuple un avenir en liberté n'est pas, loin de là, un petit engagement. Convaincus que le processus que nous mettons en marche nous mènera à nos objectifs, nous prenons donc l'engagement total de pousser et de mener le processus démocratique jusqu'à son terme. Et nous gagnerons !

Euskal Herria izango da! Euskal Herria vivra !

Gora Euskal Herria askatua! Vive le Pays Basque libre !

Septembre 2011

EPPK – CPPB